

nous sommes en grève et c'est pour gagner !

Depuis mardi 10 au soir, la grève est massive à la SNCF. Dans les dépôts, chez les contrôleurs, dans les gares, les ateliers, à la maintenance, dans tous les services et les régions, l'appel lancé par les fédérations CGT, SUD-Rail et FO/FIRST est très suivi.

Les fédérations syndicales qui appellent à la grève soutiennent les cheminots et les cheminotes en lutte. L'UNSA prétend attendre notre deuxième jour de grève pour prendre sa décision, tandis que la CFDT appuie ouvertement les patrons et le gouvernement en exhortant à casser la grève. Cachés derrière leur couleur orange, les responsables CFDT jouent ouvertement les jaunes et nous les traiterons ainsi, si d'aventure nous en croisons durant la grève.

★ Ne comptons pas sur le gouvernement pour améliorer le service public ferroviaire !

Pourquoi ? Tout simplement, parce que le gouvernement sert les intérêts de la classe dominante, les intérêts des capitalistes, des banquiers, des patrons ; ce qu'ils veulent, c'est d'une part casser les lieux de résistance ouvrière, d'autre part supprimer les derniers services publics pour faire émerger de nouveaux monopoles mais privés et aux intérêts financiers juteux.

Aux ordres, le gouvernement concocte une loi ferroviaire qui éclate en trois entités distinctes (SNCF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités) ce qui avait déjà été divisé en deux en 1997 (SNCF et RFF) pour se venger de la grève de 1995.

Nous sommes en grève parce que nous voulons une entreprise

publique ferroviaire, unifiant en son sein l'ensemble des activités ferroviaires !

★ Nous refusons toute remise en cause du Statut et la suppression du RH 0077

Les patrons de la SNCF, Guillaume Pépy en tête, se sont saisis du contexte pour relancer leur attaque contre la réglementation du travail. Le gouvernement propose une loi qui abroge le RH 0077 ! La sous-traitance, les filialisations, la privatisation, sont les outils des patrons pour généraliser le dumping social, donc s'en prendre à nos conditions de travail et à nos salaires.

Pour contrer cette politique, il faut que tous les salarié-es du secteur ferroviaire aient le même statut et les mêmes droits : ceux qui s'appliquent aujourd'hui à la SNCF et qu'il faut améliorer. Négocier la réglementation du travail une fois le RH 0077 aboli, c'est inacceptable car ce serait discuter de l'ampleur du recul social.

★ Nous ne laisserons pas les politicien-nes décider de notre avenir !

Le ministre reçoit les fédérations syndicales jeudi 12, les député-es examinent le texte à l'Assemblée du 17 au 19 juin : autant d'échéances où ils vont tenter de reprendre la main.

Ne nous laissons pas faire, c'est à nous de décider de notre avenir et d'imposer non seulement l'abandon de ce projet de loi mais aussi l'amélioration de nos conditions de travail, l'augmentation de nos salaires.

Ne nous laissons pas tromper : le retrait du projet de loi, oui ! Mais le piège serait de se limiter à ça et de faire grève pour que rien ne change. C'est le moment d'imposer nos revendications, locales et nationales !

★ Notre grève nous appartient !

Les syndicats qui ont défendu depuis des mois la nécessité d'une grève reconductible et qui l'ont construit avaient raison. Nous ne gagnerons pas sans lutte ou seulement par des grèves de 24 heures de temps en temps. Mais maintenant que nous sommes en grève, c'est à nous tous grévistes de décider des suites à donner à notre mouvement. Chaque jour, réunissons-nous en assemblées générales où chacun-e doit pouvoir s'exprimer et décider.

La grève doit être placée sous la responsabilité des Assemblées Générales et coordonnée nationalement par les fédérations syndicales qui la soutiennent. C'est aux grévistes de décider de la grève !

ne pas jeter sur la voie publique SVT



Alternative libertaire c'est aussi un journal en vente tous les mois

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à Alternative libertaire

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

